L'ACCÈS DES MILITAIRES AUX EMPLOIS CIVILS : RÉFLEXIONS SUR LA LOI N° 70-2

par

Nicolas MAILLARD

Chercheur au Centre de recherches Droit et Défense

“Pour différentes raisons, il peut se trouver qu’au cours des prochaines années, la pyramide des âges fasse que, dans l’ensemble des trois armées, et particulièrement dans l’armée de terre, il y ait des difficultés à assurer aux officiers la carrière qu’ils pouvaient souhaiter quand, à un jeune âge, ils y sont entrés. Aussi a-t-on pensé, à différentes reprises, une loi de dégage­ment des cadres. (...) le Gouvernement n’accepte, en aucune façon cette idée d’un dégage­ment imposé. Le dégage­ment des cadres a été, à un certain moment, une quasi-obligation, mais il faut réserver de telles mesures à des circonstances exceptionnelles. Quelles que soient les difficultés que peut poser le problème des effectifs, nous ne sommes pas en présence de circonstances exceptionnelles qui justifieraient des mesures autoritaires de cette nature. Dès lors, s’agissant des officiers, il convient de chercher des possibilités de nouvelles carrières qui contribuent à réduire le problème posé par l’excédent des effectifs dans certains grades ou à certains âges.”

Ainsi s’exprimait le 9 décembre 1969 à l’Assemblée nationale le ministre d’État chargé de la Défense nationale, Michel Debré, à l’occasion de la discussion d’un projet de loi tendant à faciliter l’accès des officiers à des emplois civils ¹.

Outre le problème d’effectifs, le ministre évoquait un second problème, selon lui permanent. *“Il n’est pas douteux que, dans les périodes de paix, les forces armées ont*

besoin, à la base du corps des officiers, d’un assez grand nombre de jeunes. Si l’on veut être en mesure de pourvoir à tout moment les postes de responsabilités, il faut qu’à l’entrée dans les différentes écoles militaires, les places offertes soient relativement abondantes. Mais, en acceptant de nombreux jeunes de valeur dans les écoles, on peut mettre certains d’entre eux en difficulté, puisque le nombre des emplois dans la hiérarchie supérieure n’est pas suffisant pour permettre à tous d’effectuer la carrière qu’ils peuvent souhaiter. Dans ces conditions, il est bon qu’à titre permanent des officiers ayant dix ou quinze ans de services puissent trouver par l’armée des possibilités de se réorienter et de faire une seconde carrière. L’armée et l’ensemble de la nation ont également intérêt à ce que des officiers, après un certain nombre d’années dans la carrière militaire, accèdent à des emplois où ils sont en mesure de faire valoir leurs qualités.”

On ne peut qu’être frappé par l’actualité de ces propos et plus encore par celle des problèmes qu’ils posent. A cet égard, la loi n°96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002, qui organise le passage d’une armée mixte à une armée professionnelle, est éloquente. En effet, si la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 tendant à faciliter l’accès des militaires à des emplois civils ² est née dans

¹ J.O.R.F., Débats parlementaires, Assemblée nationale, du 10 décembre 1969, p. 4750 et s.

² J.O.R.F. du 4 janvier 1970, p. 138, modifiée par les lois n°75-1000 du 30 octobre 1975, J.O.R.F. du 31 octobre 1975 p. 11227, n°85-658 du 2 juillet 1985, J.O.R.F. du 3 juillet 1985 p. 7455, n° 87-588 du 30 juillet 1987, J.O.R.F. du 31 juillet 1987, p. 8574, n°96-1111 du 19 décembre 1996, J.O.R.F., 20 décembre 1996, p. 18808.

le contexte d'une certaine époque, la récente loi de programmation militaire donne une nouvelle importance à son dispositif original (I). Toutefois celui-ci n'est pas sans poser certaines difficultés (II).

I. LA NOUVELLE IMPORTANCE DE LA LOI N°70-2 DU 2 JANVIER 1970 ET SON DISPOSITIF ORIGINAL

1.1. Une loi née dans un contexte de réduction des effectifs qui trouve une nouvelle actualité avec la loi de programmation militaire du 2 juillet 1996

1.1.1. L'origine : faciliter la réduction des effectifs

Si la loi n°63-1333 du 30 décembre 1963 édictant diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs des officiers par départ volontaire³ correspond très nettement à la volonté de répondre au problème de l'excédent d'officiers recrutés pour faire face aux besoins d'encadrement résultant des campagnes d'Indochine et d'Algérie, la loi n°70-2 du 2 janvier 1970 va au delà de la loi de 1963 dans ses intentions. Elle pose en effet *"les jalons d'une politique d'ouverture permanente des cadres sur les différents secteurs de l'activité nationale"*, selon l'expression de Marcel Lemaire, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées au Sénat le 19 décembre 1969⁴.

Cette loi, dont certaines dispositions ont vocation à être temporaires, s'appliquera cependant régulièrement : les dispositions temporaires sont prorogées à plusieurs reprises et le dispositif est même étendu en 1985 aux sous-officiers de carrière des grades supérieurs.

A la suite d'une évolution qui commence réellement à la fin des années 1980, les armées et plus généralement d'ailleurs le secteur de la défense en France subissent des bouleversements considérables qui passent par des réformes d'envergure.

1.1.2. La loi du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire

La loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002⁵ organise le passage progressif d'une armée mixte à une armée professionnelle essentiellement composée de militaires de carrière ou sous contrat et de civils. Le rapport annexé à la loi prévoit que *"le nombre des officiers diminuera relativement peu. Cette quasi stabilité recouvre des évolutions très contrastées selon les forces armées. En effet, il croîtra dans la gendarmerie et la marine, tandis qu'il diminuera dans l'armée de terre, l'armée de l'air et les services communs. Le nombre total des sous-officiers sera réduit d'environ 15 000 postes. Cette évolution concernera toutes les armées ... Enfin, le nombre de personnels civils dans les forces et les soutiens passera de 73 700 à 83 000 (entre 1996 et 2002) et représentera alors 19 % des effectifs totaux au lieu de 16 % aujourd'hui."*⁶.

Le Président de la République ayant écarté toute mesure coercitive, le dispositif à mettre en place pour réaliser les réductions d'effectifs nécessaires ne peut donc être qu'incitatif.

Il est intéressant d'observer que la prorogation des dispositions de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 jusqu'en 2002 est envisagée à la fois comme un moyen (parmi d'autres) d'optimiser les flux de départ parmi les officiers et les sous-officiers, et comme un moyen (également parmi d'autres) d'augmenter le recours aux personnels civils au sein des personnels de la défense⁷.

Si ce recours est accru, il se fera notamment *"par le maintien au sein du ministère de la Défense de certains des militaires devenus fonctionnaires civils par la voie de la loi n° 70-2"* ou par la procédure des emplois réservés. Il se fera également *"par l'accueil de fonctionnaires ou d'ouvriers de la*

³ J.O.R.F. du 31 décembre 1963, p. 11897.

⁴ J.O.R.F., Débats parlementaires, Sénat, 20 décembre 1969, p. 1929 et s.

⁵ J.O.R.F. du 3 juillet 1996, p. 9985 et s.

⁶ J.O.R.F. du 3 juillet 1996, p. 9992.

⁷ Voir le rapport n° 2827 de M. Jacques Boyon au nom de la commission de la Défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 2766) relatif à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002, en particulier les pages 45 et suivantes.

défense employés dans les entreprises d'armement (à GIAT Industries notamment)" et "par le transfert vers les armées d'une partie du personnel de la délégation générale pour l'armement"⁸. Sans vouloir sortir du champ de l'étude, on remarquera donc que le recours accru au personnel civil au sein des armées proviendra en grande mesure d'un redéploiement de personnels. Ce mouvement affectera des militaires vers des emplois civils d'une part, des personnels civils (venant en particulier du secteur de l'armement) vers d'autres emplois civils, d'autre part. Il est clair que le recours au recrutement traditionnel par concours des fonctionnaires ne sera pas la voie prépondérante pour arriver au nouveau modèle d'armée choisi.

1.2. Le dispositif de la loi n°70-2 et de ses décrets d'application

La loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 comporte deux types de dispositions, certaines à caractère permanent, d'autres à caractère temporaire.

1.2.1. Les dispositions à caractère permanent

Ces dispositions (articles 1 et 2 de la loi) autorisent à certaines conditions (décrets en Conseil d'État) "*des dérogations aux règles statutaires, en matière de limite d'âge pour l'accès aux concours et examens externes de recrutement et de classement des intéressés dans le corps d'accueil*" en faveur "*des officiers et assimilés en activité de service, candidats aux concours ou examens de recrutement des administrations de l'État.*"

L'article premier alinéa 2 prévoit que des décrets en Conseil d'État détermineront dans quelles conditions des dispositions analogues "*seront applicables pour le recrutement du personnel des collectivités locales, des établissements publics et des entreprises publiques dont le statut est d'ordre réglementaire*". L'article deux prévoit des dispositions voisines (décret ou conventions entre le ministre de la défense

et ces organismes) pour les établissements publics à caractère industriel et commercial, offices, sociétés nationales et sociétés concessionnaires.

1.2.2. Les dispositions à caractère temporaire

Plus intéressantes paraissent les dispositions de l'article trois de la loi. On observera que cet article a été modifié à plusieurs reprises depuis 1970². En effet les dispositions de cet article ont un caractère temporaire (actuellement jusqu'au 31 décembre 2002 depuis leur prorogation récente).

Cet article prévoit un dispositif original (qu'on trouvait déjà en grande partie notamment à l'article 5 de la loi n° 63-1333 du 30 décembre 1963 précitée) d'accès à la fonction publique, sans concours, pour les officiers et sous-officiers de carrière des grades de major, d'adjudant-chef ou de maître principal, dans des conditions fixées par décret.

Les intéressés sont mis, sur décision du ministre de la Défense, à la disposition de l'administration d'accueil pour effectuer un stage probatoire de deux mois. A l'issue, ils sont placés en position de service détaché pour un an (deux ans dans le cas d'une intégration dans un corps enseignant du ministère de l'éducation nationale) à l'issue duquel ils peuvent être intégrés dans le corps de fonctionnaires titulaires dont relève l'emploi considéré, sous réserve de leur aptitude. Dans leur nouveau corps, les intéressés sont reclassés à un indice égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans leur corps d'origine.

⁸ Cf. Rapport annexé à la loi n° 96-589 du 2 juillet 1996 relative à la programmation militaire pour les années 1997 à 2002 précitée, *J.O.R.F.* du 3 juillet 1996, en particulier pages 9993 et 9994.

Plusieurs décrets précisent les modalités d'application de l'article 3 de la loi n°70-2⁹.

On s'attachera, dans le cadre de cette étude, à l'examen du décret n° 70-1097 du 23 novembre 1970 relatif à l'application aux corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics autres que les corps d'enseignants du ministère de l'Éducation nationale, des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2 précitée. Les problèmes qui peuvent se poser pour l'intégration dans les corps d'enseignants ou dans les corps de la fonction publique territoriale ne s'écartent pas fondamentalement de ceux qui existent pour les fonctionnaires de l'État.

On passera rapidement sur les premiers articles du décret. Ceux-ci créent une commission d'orientation placée auprès du Premier ministre qui a pour mission à la fois d'orienter les officiers (et les sous-officiers depuis le décret du 1er octobre 1985)⁹ volontaires et de faire toutes propositions en vue de l'admission provisoire des intéressés dans un nouvel emploi, et de vérifier l'aptitude des intéressés à l'issue des stages effectués afin d'émettre un avis sur leur intégration dans le corps des fonctionnaires dont dépend l'emploi occupé. La commission est présidée par un conseiller d'État assisté ou, le cas échéant, suppléé par un vice-président choisi parmi les membres du Conseil d'État ou de la Cour des Comptes.

La commission comprend également le directeur général de l'administration et de la fonction publique ou son représentant, le directeur du budget ou son représentant, deux représentants du ministère de la Défense, le directeur du personnel du département ministériel intéressé ou son

représentant, le cas échéant le représentant mandaté par l'établissement public intéressé.

Les autres articles concernent les modalités de rémunération et la procédure à suivre pour la demande d'intégration.

Plusieurs problèmes se posent toutefois, en particulier à propos de l'article 10 relatif aux règles d'avancement de grade.

II. LES DIFFICULTÉS POSÉES

2.1. Le classement dans les corps de fonctionnaires et l'avancement

2.1.1. Le classement des militaires dans les corps de fonctionnaires : le problème de l'intégration dans un grade d'avancement

La loi n°70-2 dispose en son article 3 que *"dans leur nouveau corps, les intéressés seront reclassés à un indice égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans leur corps d'origine."*

L'article 8 du décret n°70-1097 du 23 novembre 1970 dispose que *"l'officier ou assimilé est reclassé dans ce corps (i.e. le corps d'intégration de fonctionnaire) à un grade et à un échelon doté d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu dans son corps d'origine."*

Ces dispositions, qui peuvent apparaître à la première lecture comme se contentant de reprendre des règles classiques en matière de droit de la fonction publique, entendues rigoureusement ont conduit à généraliser les intégrations dans des grades d'avancement, compte tenu des indices déjà élevés détenus par les militaires intégrés.

Les travaux préparatoires de la loi n°70-2 (voir notes 1 et 4) avaient envisagé le risque que l'intégration des militaires dans un grade d'avancement conduise à des blocages au sein des corps d'accueil.

Afin d'écartier ces objections, le gouvernement mit alors en avant d'une part le faible nombre de militaires concernés par ces dispositions (une centaine d'officiers par an), d'autre part la satisfaction non seulement de l'administration, mais aussi de la plupart des fonctionnaires qui avaient apprécié le concours et les capacités de ces

9 - Décret n° 70-1097 du 23 novembre 1970 modifié relatif à l'application aux corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics autres que les corps d'enseignants du ministère de l'Éducation nationale, des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2.

- Décrets n° 70-1098 et n° 70-1099 du 23 novembre 1970 modifiés relatifs respectivement à l'application aux corps d'enseignants du ministère de l'Éducation nationale et à l'application dans les collectivités locales et leurs établissements publics de l'article 3 de la loi n° 70-2.

- Décret n° 84-509 du 22 juin 1984 modifié pris pour l'application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2.

- Décret n° 85-1056 du 1er octobre 1985 pris pour l'application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2.

officiers (en particulier à l'éducation nationale). On peut penser aussi à la nécessité pour l'administration de se renforcer dans certains corps de fonctionnaires insuffisamment dotés à l'époque, en particulier dans les préfetures. Cependant, les craintes formulées à l'occasion des travaux préparatoires se sont avérées fondées. La situation actuelle se caractérise par l'hostilité des fonctionnaires des corps d'accueil (et de leurs syndicats) dont l'avancement est menacé par l'intégration des bénéficiaires de la loi n°70-2. Cette hostilité, au-delà de son aspect catégoriel bien compréhensible, peut s'appuyer sur deux autres éléments.

En premier lieu, les titularisations d'agents contractuels au titre du statut général des fonctionnaires (en particulier les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État) se sont toujours opérées dans le premier grade du corps de fonctionnaires d'accueil.

En second lieu, la plupart des statuts particuliers des corps de fonctionnaires prévoient un classement des agents ayant accédé au corps par la voie du concours interne, au premier grade du corps. Cet argument a d'autant plus de poids que l'accès par la voie de concours interne dans les corps de fonctionnaires est la plupart du temps ouvert aux militaires. On aboutit ainsi au résultat paradoxal que des militaires ayant accédé à un corps de fonctionnaires par la voie de la loi n°70-2, pourront être intégrés dans des grades d'avancement au sein de ce corps, alors que leurs collègues, lauréats d'un concours interne, ne seront classés qu'au premier grade ! Il est intéressant d'observer que, très logiquement, par un arrêt Gallois du 19 janvier 1996¹⁰, le Conseil d'État a déclaré inopérant le moyen tiré de ce que l'intéressé, ancien sous-officier de carrière nommé dans le corps administratif supérieur des services extérieurs du ministère de la Défense après avoir réussi le concours des IRA et y avoir accompli sa scolarité, serait dans une situation moins favorable que les anciens militaires entrant dans le champ d'application de la loi n° 70-2, et a rejeté la requête.

Il y a là assurément (tant dans la loi elle-même que dans ses décrets d'application) une disparité contestable introduite entre différentes personnes accédant au corps. Une modification des dispositions précitées précisant que l'intégration se réalise à un grade de début, avec éventuellement une indemnité compensatrice, permettrait de régler définitivement le problème.

2.1.2. L'avancement des bénéficiaires de l'article 3 de la loi n° 70-2

Il faut à présent se pencher sur la question de l'avancement des bénéficiaires de l'article 3 de la loi n° 70-2.

Sur ce point, le décret n° 70-1097 ajoute à la loi n° 70-2, en traitant des conditions d'avancement dans son article 10. Il convient en effet de distinguer entre l'intégration dans le corps, avec toutes ses conséquences indiciaires, et l'avancement dans le corps, une fois l'intégration réalisée. Cela ressort également de la formulation même du décret : les articles 1 à 9 relatifs à l'intégration parlent des "*officiers et assimilés*" aspirant à être intégrés alors que l'article 10, se situant en aval, ne parle plus que de "*fonctionnaires intégrés*".

Les règles relatives à l'avancement des militaires bénéficiaires de la loi n° 70-2 n'ont donc qu'une base réglementaire. L'article 10 du décret n° 70-1097 dispose donc qu'"en ce qui concerne les règles d'avancement de grade, les fonctionnaires intégrés en application des articles 8 et 9 ci-dessus sont considérés comme ayant, à la date de leur intégration :

- une ancienneté dans le corps égale à la durée des services accomplis en qualité d'officier ou assimilé, à l'exclusion de toute majoration ou bonification ;

- une ancienneté de grade ou de classe déterminée en fonction d'un déroulement moyen de carrière dans les échelons inférieurs à l'échelon d'intégration".

Surtout l'article 10 poursuit : "Nonobstant toutes les dispositions des statuts particuliers et pendant un délai de huit ans à compter de la date d'intégration, les fonctionnaires intégrés en application du présent décret pourront se présenter aux

10 n° 127455.

épreuves de sélection donnant accès aux grades supérieurs.”

Il ne s'agit plus ici des modalités d'intégration des militaires dans le corps d'accueil, mais des conditions d'avancement une fois cette intégration réalisée. Les anciens militaires doivent alors être considérés comme des fonctionnaires du corps d'accueil à part entière. Même une intégration dans un grade de début n'écarterait pas les difficultés posées par l'article 10 du décret n° 70-1097.

Or bien souvent les statuts particuliers des corps de fonctionnaires subordonnent l'avancement de grade (au choix ou par examen professionnel) à une condition de services effectifs dans le corps. On voit là le problème qui se pose à partir du moment où des militaires intégrés au titre de la loi n° 70-2 prétendraient pouvoir bénéficier d'un avancement de grade dans le corps de fonctionnaires, alors qu'ils ne rempliraient pas la condition de services effectifs au sein du corps exigée par le statut particulier.

Cette question revient à apprécier la notion de services effectifs dans un corps de fonctionnaires. Il faut entendre par là des services qui ont réellement été accomplis dans le corps. On est d'ailleurs conforté sur ce point par l'interprétation du ministère de la Fonction publique pour lequel la notion de services effectifs dans le corps recouvre l'ensemble des services accomplis en position normale d'activité ou de détachement dans le corps au sein duquel la notion de services effectifs est à apprécier, ce qui exclut les services militaires ¹¹.

Toutefois, il faut reconnaître qu'il ressort de l'article 10 du décret n° 70-1097 que les fonctionnaires intégrés sont considérés comme ayant, à la date de leur intégration, une ancienneté dans le corps égale à la durée des services accomplis en qualité de militaire. En outre, le texte précise bien que les fonctionnaires intégrés par la loi n° 70-2 pourront se présenter aux épreuves de sélection donnant accès aux grades supérieurs nonobstant toutes les dispositions des statuts particuliers et

pendant un délai de huit ans à compter de la date d'intégration.

On est conduit ainsi à discuter la légalité même de telles dispositions.

2.2. La légalité discutable de certaines dispositions de la loi n° 70-2 du 2 janvier 1970 et du décret n° 70-1097 du 23 novembre 1970

2.2.1. Selon les principes issus de la jurisprudence du Conseil Constitutionnel

S'agissant en premier lieu du classement des militaires dans les corps de fonctionnaires, le bénéfice des dispositions de l'article 3 de la loi n° 70-2 pourrait éventuellement s'analyser comme une remise en cause du principe d'égalité.

Or le principe de l'égalité de traitement des membres d'un même corps a valeur constitutionnelle au titre de l'article 6 de la Déclaration de 1789, notamment depuis les décisions du Conseil Constitutionnel n° 82-153 DC du 14 janvier 1983 (troisième voie ENA) ¹² et n° 84-179 DC du 12 septembre 1984 (limite d'âge) ¹³.

La première décision est particulièrement intéressante. Il avait été prévu en effet de prendre en compte pour leur classement dans le corps de fonctionnaires d'accueil une fraction de la durée des activités antérieures des candidats recrutés par "la 3ème voie", alors que ce n'était le cas ni pour les candidats issus du concours externe, ni pour les candidats issus du concours interne. Le Conseil Constitutionnel considéra que les dispositions du texte de loi initial "*auraient pour effet de privilégier à l'entrée dans les corps de fonctionnaires et donc dans le déroulement de leur carrière les candidats ayant accédé à ces corps en application de la présente loi par rapport à ceux de leurs collègues ayant accédé à ces corps par la voie habituelle des concours d'entrée et du classement de sortie de l'École Nationale d'Administration*" et les déclara contraires à la Constitution.

¹¹ Circulaire FP/6 n° 1763 du 4 février 1991 relative à la notion de "services effectifs dans le corps".

¹² A.J.D.A. 1983, p. 312 comment. Gaudemet.

¹³ A.J.D.A. 1984, p. 682, note Boulouis.

Pour ce qui concerne le bénéfice de la loi n° 70-2, on voit mal ce qui pourrait justifier que soit finalement mieux traité un militaire ayant 25 ans de carrière par rapport à un fonctionnaire comptant également 25 ans de carrière, alors qu'ils accéderaient tous deux au même corps. En d'autres termes, il n'est pas évident du tout que la loi n° 70-2 serait déclarée conforme à la Constitution par le Conseil Constitutionnel aujourd'hui, tout au moins dans l'ensemble de ses dispositions.

2.2.2. Selon les principes issus de la jurisprudence du Conseil d'État

On ajoutera que le principe d'égalité entre fonctionnaires appartenant à un même corps a aussi valeur de principe général du droit (notamment : CE 15 avril 1983 Ancelin¹⁴, CE Ass. 27 octobre 1989, Fédération C.G.T. des services publics et Cottrel¹⁵).

Or, comme le rappelle le Professeur Chapus¹⁶, *“le principe est ... explicitement présenté par la jurisprudence administrative comme devant être entendu avec rigueur, sans cependant (depuis quelques années) que soient exclus certains aménagements raisonnables”*. En outre *“l'égalité de traitement à laquelle ont droit les agents d'un même corps fait obstacle à ce que puissent être établies légalement des règles d'avancement discriminatoires au détriment de certains d'entre eux, à moins que des circonstances exceptionnelles ne légitiment l'institution de telles règles dans l'intérêt du service”*.

Dans l'appréciation de ce caractère *“exceptionnel”*, le Conseil d'État a adopté par sa jurisprudence une position restrictive. On pourrait donc considérer que rien ici ne justifie une quelconque exception au principe d'égalité de traitement.

Par ailleurs, s'agissant de la carrière dans le corps, il semble possible de s'interroger sur la réelle portée juridique de l'article 10 du décret n° 70-1097 précité. Ces dispositions, en ce qu'elles permettent aux militaires intégrés de concourir immédiatement pour

l'avancement, les placent dans une situation privilégiée par rapport aux autres membres du corps, créant ainsi une règle discriminatoire. Dans quelle mesure cette disposition prévaudrait-elle sur un décret postérieur portant statut particulier d'un corps de fonctionnaires, qui subordonnerait l'avancement de grade à une condition de services effectifs dans le corps ? Le décret n° 70-1097 étant hiérarchiquement inférieur au principe général du droit d'égalité de traitement, les dispositions de l'article 10 devraient alors être écartées. Dans ce cas, ce seraient les dispositions des statuts particuliers qui s'appliqueraient, avec leurs exigences relatives aux services effectifs. Sur ce point, la jurisprudence est fermement fixée, écartant toute correspondance entre services militaires et services effectifs (CE 31 janvier 1951 Sinoir¹⁷). Une fois l'intégration réalisée, les anciens militaires devenus fonctionnaires civils à part entière devraient alors être soumis à ce principe d'égalité de traitement.

Au total on remarque donc que l'on est en face d'un dispositif original (notamment comme voie d'accès à la fonction publique), bâti à une certaine époque, avec ses contraintes. A l'heure où il est amené à acquérir une nouvelle vigueur avec à la fois un volume plus important de militaires bénéficiaires de l'article 3 de la loi n° 70-2¹⁸ et un accroissement de la variété des postes proposés, il semble qu'un certain nombre d'imperfections que l'on a essayé de mettre en lumière, devraient utilement être corrigées à la fois pour des raisons juridiques, pour des raisons d'équité et pour des raisons d'opportunité.

Il y va sans doute, certes pour une part bien infime, de la réussite de la réforme des armées dans les prochaines années.

N.M.

14 Rec. p. 150.

15 Rec. p. 210 et 215 ; A.J.D.A. 1990 p. 57 note N.B.

16 René Chapus, *Droit Administratif Général*, Tome 2 n° 212, Montchrestien, 9ème éd. 1996.

17 Rec. p. 55.

18 - 140 postes en 1995,

- 317 postes en 1996,

- environ 400 en 1997, dont 97 au ministère de la Défense,

- ultérieurement il y aurait environ 110 postes pour les officiers et 300 postes pour les sous-officiers par an (ce qui représente environ un doublement par rapport à ce qui se faisait ces dernières années).